

beaucoup plus profondément canadien que cosmopolite. Combien de diplomates canadiens connaissent, presque de semaine en semaine, les perspectives de la récolte de blé des Prairies? Norman Robertson les connaissait. Combien de Canadiens savent de mois en mois quels sont les stocks céréaliers reportés? Norman Robertson le savait. Combien de diplomates canadiens peuvent trouver passionnante la lecture de la Revue statistique canadienne? Norman Robertson le pouvait. Combien de diplomates canadiens peuvent, au vu des colonnes de chiffres qu'aligne cette publication, deviner assez exactement ce qu'est la situation économique au Cap-Breton, dans l'Île-du-Prince-Édouard, à Sorel, à Saint-Hyacinthe, à Sudbury ou à Kelowna? Norman Robertson le pouvait. Il connaissait le pays à fond et il l'aimait comme seuls peuvent l'aimer ceux qui en ont une connaissance intime. Autant que je sache il n'a jamais manqué de placer les intérêts du Canada au premier rang de ses recommandations. Il n'était pas à l'abri, loin de là, des attraits qu'offrent les allocations, les serviteurs et les limousines, c'est-à-dire des «gâteries» que la diplomatie réserve à ceux qui vont en poste à l'étranger, aux chefs de mission en particulier. Il envisageait franchement ses affectations hors du pays comme un répit des servitudes quotidiennes que lui imposaient les postes de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou de secrétaire du Cabinet. Il ne ressemblait pas, sous ce rapport, à O.D. Skelton, pour qui il eut semblé presque inconcevable de s'absenter d'Ottawa, le centre du pouvoir. Le service à l'étranger était pour Norman Robertson une occasion de continuer à oeuvrer pour le Canada dans un cadre et un milieu différents. Il n'aimait rien de mieux que de pouvoir servir le pays de façon directe et tangible. L'occasion lui en a été donnée lors de son premier séjour à Londres, lorsqu'on lui a demandé d'aider à vendre des «North Star» canadiens à la British Overseas Airways Corporation, afin que l'usine de Canadair, à Montréal, n'ait pas à fermer ses portes. Il s'est consacré corps et âme à cette tâche, comme si sa vie en dépendait.

J'ai aussi un souvenir vivace de la réponse qu'il faisait aux ministres et aux fonctionnaires britanniques qui cherchaient à attirer le Canada vers la zone du sterling en invoquant nos problèmes économiques, réels ou appréhendés. «Je n'échangerais nos problèmes pour ceux d'aucun autre pays au monde» disait-il, en reconduisant le visiteur jusqu'à la porte. Tant que le ministère continuera de s'inspirer de l'esprit qui animait Norman Robertson, il ne risquera pas de devenir le refuge de deux qui détestent leur propre pays ou leurs compatriotes et voudraient les fuir pour frayer avec les quelques autres Canadiens qu'ils croient posséder une sensibilité aussi fastidieuse que la leur.

Il ne pouvait, malheureusement, s'exprimer en français et je n'ai pas l'intention

d'expliquer cette faiblesse en invoquant les circonstances très différentes qui existaient à Ottawa lorsqu'il est devenu fonctionnaire ou certains troubles moteurs qui l'ont toujours empêché, par exemple, de conduire une voiture. Mais il n'est que justice, je crois, de rappeler qu'il avait fréquenté presque autant les auteurs français que les écrivains anglais. Il n'est que juste aussi d'ajouter qu'il a fait ce qu'il a pu pour favoriser le bilinguisme chez les jeunes agents du ministère et que très peu d'événements lui ont fait plus chaud au coeur que l'accession de deux Canadiens francophones au poste de sous-secrétaire, d'abord Jules Léger en 1954 puis Marcel Cadieux dix ans plus tard.

Le langage économique est celui que Norman Robertson connaissait le mieux. Pour lui, les colonnes de chiffres étaient des avenues, des péristyles, vers les réalités humaines et sociales. Les ranger, les interpréter, les analyser étaient pour lui des tâches vraiment humaines, essentielles, et extrêmement importantes pour la conduite des affaires tant extérieures qu'intérieures. C'est pourquoi il prisait l'amitié d'économistes réputés comme J.R. Hicks, et était si près des vedettes du groupe hermétique des économistes d'Ottawa, ceux du ministère des Finances et de la Banque du Canada en particulier. Tant que Norman Robertson était sous-secrétaire, le ministère des Affaires extérieures ne pouvait manquer de jouer un rôle important dans l'élaboration de la politique économique étrangère du Canada. Il respectait le jugement et l'expertise économique de ses collègues des autres ministères et organismes et ceux-ci lui rendaient le compliment car ils parlaient tous le même langage. Il s'est penché presque chaque jour de sa vie sur des détails économiques, sans jamais croire que ces préoccupations étaient indignes d'un diplomate. Il y voyait plutôt l'activité normale du serviteur d'une grande nation commerçante, car il savait combien les échanges internationaux sont essentiels au bien-être d'un pays. Selon lui la connaissance des questions économiques devrait, à notre époque, faire partie du bagage intellectuel du diplomate, et cette notion est une part intrinsèque de l'héritage qu'il a légué au ministère. J'oserais dire que ce legs n'a jamais été plus important qu'à cette heure où tant de pays subissent la difficile conjoncture du chômage et de l'inflation, et où le système économique international semble dans un tel état de délabrement qu'il faudrait prendre à son sujet des mesures radicales.

#### **Les services de renseignements et la sécurité**

Je me sens moins en mesure de parler du rôle qu'il a pu jouer dans le milieu canadien de la sécurité. J'ai moi-même fait partie de ce cercle, mais de nom seulement, pendant plus d'un an, à l'époque où, sous-secrétaire d'État adjoint, je comptais la direction de la sécurité parmi celles dont j'avais la responsabilité. Mais l'accès à ce milieu n'est pas